



IMPACTS SÉCURITAIRES LIÉS AU COVID-19 DANS LE MONDE

Point de situation* du 14/05/2020

Pour aller plus loin, voir l'analyse complète sur le [blog d'Iremos](#).

*Il s'agit d'une liste non-exhaustive d'éléments d'actualité liés au Covid-19.

CRIMINALITÉ

- Crime d'opportunité & délinquance
- Fraudes & arnaques financières
- Implications criminalité organisée et gangs
- Troubles à l'ordre public (émeutes)
- Contrefaçon
- Impunité

TERRORISME

- Exploiter les peurs et la paralysie des Etats
- Accroître le contrôle territorial
- Diminution de la présence militaire étrangère
- Maintenir la pression sur les forces de sécurité

DÉRIVES AUTORITAIRES

- Abus de pouvoir des forces de l'ordre
- Exécutions extra-judiciaires
- Altération des processus démocratiques (élections)
- Instrumentalisation des pouvoirs exceptionnels
- Désinformation
- Censure

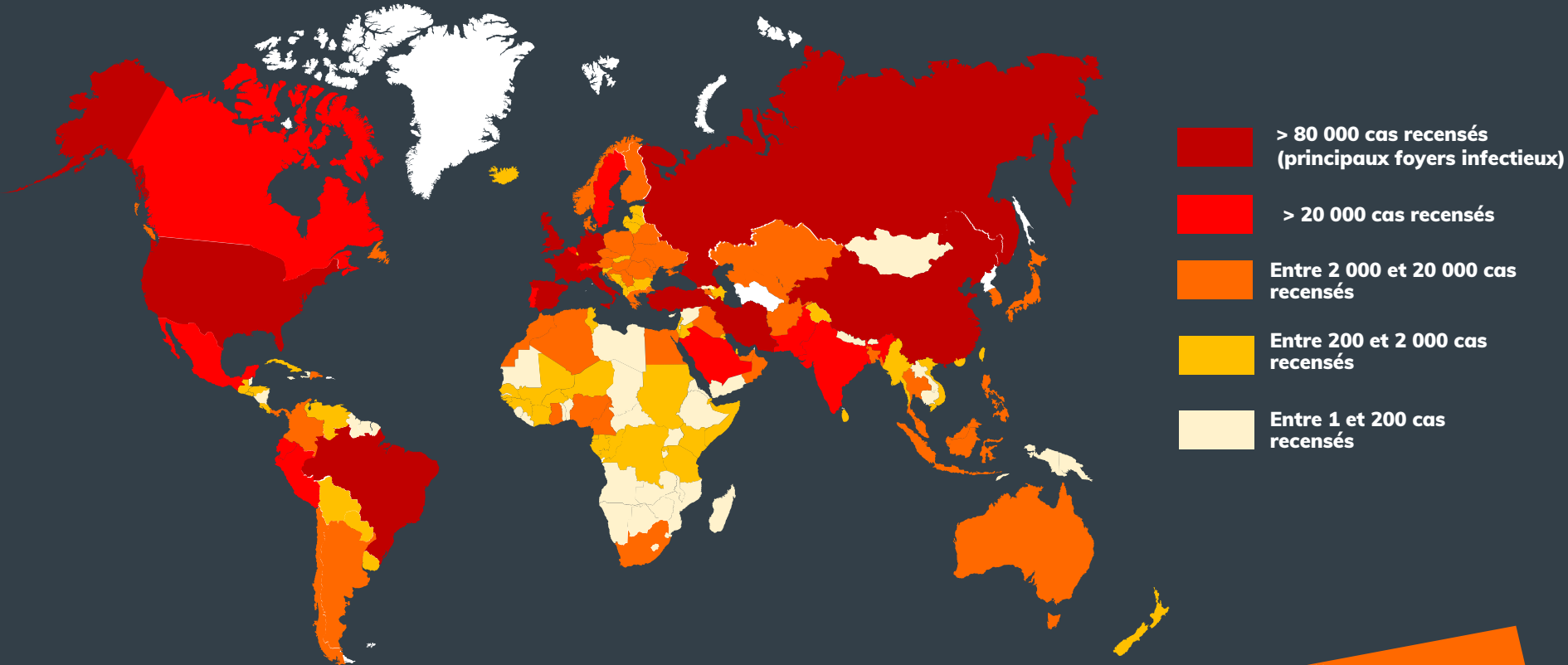
RESSENTIMENT ANTI-ÉTRANGER

- Violences verbales
- Messages haineux, Fake news
- Actes hostiles, agressions physiques
- Repli communautaire
- Discrimination, racisme

COVID-19
IMPLICATIONS
SÉCURITAIRES

Propagation du Covid-19 dans le monde

Point de situation au
14/05/2020



Ressentiment « anti-étranger » et racisme

Zone géographique	Pays	Incident(s) / Résumé des faits	Brève analyse
Monde		Le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a dénoncé le « tsunami » de haine et de xénophobie qui s'est déclenché conjointement à la crise du Covid-19. Face à la prolifération du sentiment anti-étranger, des théories complotistes antisémites et des attaques contre les musulmans, en lien avec l'épidémie, l'ONU appelle les leaders mondiaux à une action globale concertée pour enrayer ce phénomène.	Outre le risque d'atteinte physique et le préjudice morale, il existe un risque sur le plus long terme de stigmatisation généralisée et une ségrégation forcée de certaines minorités.
Europe		Dans certains pays d'Europe, tel qu'en Italie, Roumanie, Irlande ou en Allemagne, la saison des récoltes pose un problème pour les travailleurs agricoles migrants, qui font face à un ressentiment grandissant et une suspicion de la part des locaux.	La crainte de l'importation du virus se couple à une crainte antérieure, qui est celle de voir les emplois « accaparés » par des travailleurs étrangers. Les franges populistes pourraient surfer sur cette double accusation, à l'heure où le repli national s'opère de facto pour enrayer la propagation du virus et la stabilité économique est ébranlée dans de nombreux pays. Cela représente également un danger pour les travailleurs immigrés, qui s'exposent à des conditions de travail qui ne remplissent pas forcément les exigences sanitaires. Plusieurs d'entre eux ont été contaminés en Allemagne.
Asie	Sri Lanka	Le gouvernement a rendu obligatoire la crémation des victimes du Covid-19, or cette décision est contraire aux coutumes religieuses des musulmans qui imposent un enterrement.	Cette décision a été dénoncée comme étant en violation avec les droits religieux de la communauté et comme s'inscrivant dans la rhétorique antimusulmane de la majorité au pouvoir. Tandis que les musulmans représentent 10% de la population de ce pays, à majorité bouddhiste, ceux-ci ont été victimes de stigmatisation et de discours haineux de manière croissante depuis le début de l'épidémie, pointés du doigt par les nationalistes bouddhistes et certains médias, qui les tiennent responsables d'avoir importé le virus sur l'île. Les tensions religieuses et communautaires entre bouddhistes et musulmans sont particulièrement vives depuis les attentats terroristes de Pâques 2019.

Préconisations

Employeurs

Le ressentiment croissant contre les étrangers pourrait prendre de l'ampleur et se traduire par des violences physiques. Afin d'éviter les complications dans une situation de restrictions des déplacements et de fermeture des frontières, il est conseillé à ceux ayant du personnel expatrié dans les pays à risque de suivre la démarche ci-dessous:

-  Mettre en place un **plan de continuité d'activité** reposant sur les **fonctions essentielles**.
-  Etablir un **POB** (personal on board) incluant les collaborateurs **expatriés, locaux et voyageurs**, selon leur **localisation** (site et hébergement) et leur **fonction**.
-  Mettre en place **une veille quotidienne** pour évaluer le niveau de risque.
-  **Rapatrifier** dans un premier temps, les **familles** d'expatriés et tous les personnels **expatriés non-essentiels**. S'appuyer au maximum sur les personnels locaux.
-  S'assurer que les expatriés sont enregistrés auprès de leur représentation diplomatique.
-  **Regrouper** les personnes en vue d'un confinement. S'assurer que les lieux choisis sont proches de **commerces d'alimentation**. **Sécuriser** le(s) site(s) où seront regroupés les personnels restant.
-  **Limiter** au maximum les **déplacements**.
-  Se rapprocher **d'un prestataire de sûreté** pour accompagner à l'**évacuation** des derniers expatriés.

Collaborateurs

-  **Limiter les sorties** aux heures de pointe. Eviter de se déplacer **seul et de nuit**.
-  Eviter tout déplacement **à pied**.
-  Si vous êtes suivi, ne pas regagner son domicile immédiatement, **trouver refuge dans une enseigne fréquentée ou dans le commissariat** le plus proche.
-  Circuler les **vitres de voiture fermées et portières verrouillées**.
-  Eviter les **groupements ou réunions** ainsi que les lieux fréquentés par la communauté expatriée.
-  Maintenir une **vigilance en tout temps et tout lieu** et **se tenir informé** via les canaux d'information multiples (ambassades, cercles d'expatriés, responsable sûreté entreprise, médias).
-  Conserver avec soi **les coordonnées de son responsable sûreté et de sa représentation diplomatique**.
-  Faire profil bas, **éviter les objets ostentatoires** ou **signes d'appartenance** nationale.
-  En cas d'agression verbale, ne **pas renchérir et s'éloigner**. En cas d'agression physique, **ne pas résister**. Alerter la police.
-  En cas de menaces et de violences répétées, **les signaler à ses autorités consulaires, et/ou son entreprise** pour des procédures de protection, voire de rapatriement.

Zone géographique

Pays

Incidents / Résumé des faits

Brève analyse

Amériques	Mexique	Augmentation des assassinats d'hommes politiques dans plusieurs villes (ex: Obed Duron Domez, maire de Mahahual). Les autorités soupçonnent les gangs et cartels de mener une campagne d'intimidation pour obliger les dirigeants locaux à lever les mesures de quarantaine qui ont d'importantes conséquences sur le trafic de drogue.	Les activités criminelles, en particulier celles liées au trafic de drogue, ont été largement impactées par les mesures de restriction, en particulier celles liées à la fermeture des frontières et au confinement. Pour faire face à cette situation, de nombreux groupes criminels appliquent des méthodes d'intimidation de la classe dirigeante pour continuer leurs activités.
Europe	Espagne	07/05/20 : Vol de 200 000 masques destinés aux communes françaises à la frontière.	La pandémie de Coronavirus et les mesures de restriction qui en découlent ont donné lieu au développement de nombreuses arnaques, en particulier liées au domaine médical. Avec le déconfinement, de nouvelles formes d'arnaques et de fraude devraient voir le jour. Il convient donc de maintenir une vigilance particulièrement accrue, et notamment en ligne.
	France	Augmentation des nouvelles escroqueries liées au déconfinement (fausses décontaminations de bureaux, arnaques aux masques).	
Royaume-Uni	Les autorités alertent la population suite à la diffusion d'un message provenant d'une fausse application de tracking indiquant un contact avec une personne contaminée.		
Océanie	Australie	Des cybercriminels proposent de faux vaccins et remèdes contre le Coronavirus sur le dark web.	

Préconisations



- **Refuser tout démarchage** d'entreprises se déclarant du domaine médical (masques, gel hydroalcoolique), de services de décontamination ou proposant des tests COVID-19.
- Se méfier des possibles faux policiers. **Ne jamais payer d'amende sur place**, et s'assurer de l'existence d'un procès-verbal.
- **Renforcer les mesures de sécurité** sur ses sites, en particulier s'ils ne sont pas occupés.



- Se **tenir informé des arnaques** les plus courantes.
- Se **sensibiliser aux bonnes pratiques** d'hygiène numérique.
- **Recouper les informations relatives aux documents et déclarations dits officiels**; beaucoup de fausses informations sont véhiculées par les réseaux sociaux.



- **Vérifier la provenance des emails** demandant des informations et la véracité des adresses **des sites web**.
- Ne **pas divulguer ses coordonnées** en ligne.
- Ne **jamais cliquer sur une pièce jointe ou un email** suspect.
- Se méfier des **cagnottes en ligne**.
- Être prudent lors des paiements en ligne. **Vérifier l'adresse du site** et se méfier si le compte est situé à l'étranger (hors du pays d'implantation de la société).

En cas d'escroquerie avérée, **informer sa hiérarchie** si elle touche le matériel ou les moyens de paiement professionnels. Sinon, **porter plainte. Signaler toute tentative d'escroquerie sur le site du ministère de l'Intérieur**: <http://www.internet-signalement.gouv.fr>

Dérives autoritaires

Zone géographique	Pays	Incidents / Résumé des faits	Brève analyse
Amériques	Venezuela	Une manifestation de prisonniers du centre pénitencier de Guanare contre les mesures d'interdiction de visites et du manque de nourriture a été brutalement réprimée par la Garde nationale bolivarienne (GNB). Les officiers ont ouvert le feu sur les détenus, tuant 47 d'entre eux et blessant 67 autres.	En Amérique latine, certains Etats ont développé un appareil sécuritaire particulièrement important pour lutter contre le crime organisé ou les groupes armés illégaux. Ces moyens renforcés sont néanmoins l'objet de nombreux abus des forces de l'ordre, en témoigne l'usage parfois excessif de la force et d'armes létales. Dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, le déploiement de l'armée et la multiplication des effectifs de police pour assurer le respect des mesures d'exception et propres à l'état d'urgence, telles que le couvre-feu ou le confinement, exacerbent le risque d'exactions commises par les forces de l'ordre et leur sentiment d'impunité, d'autant plus dans le cas du Pérou, où une nouvelle loi remet en cause de le principe de l'usage proportionnel de la force.
	Honduras	La Police militaire (PMOP) est responsable de nombreuses exactions, faisant un usage excessif de la force pour faire respecter le couvre-feu et les mesures sanitaires. Dans le département de Cortes, un vendeur de rue est mort de ses blessures par balle. Dans le département d'El Paraiso, les personnes placées en détention subiraient des actes de torture (électrochocs, coups, gaz lacrymogène) par les policiers.	
	Salvador	Multiplication des abus policiers et des détentions arbitraires : des centaines de personnes ont été placées en détention sans avoir même violé les dispositions du décret sur la quarantaine obligatoire, et ce dans des conditions déplorables. Par ailleurs, les centres de confinement, où ont été placées des personnes suspectées d'être infectées, sont surpeuplées et ne remplissent pas les conditions sanitaires adéquates (manque de lits, d'accès à l'eau, à la nourriture et aux médicaments).	
	Pérou	Une nouvelle loi a été récemment promulguée, abrogeant l'usage proportionnel de la force (en réponse aux menaces) par la police. La nouvelle loi établit notamment une présomption de légalité pour les actions de police, ce qui oblige les juges à faire une interprétation "en faveur du personnel de police impliqué".	

Dérives autoritaires

Zone géographique	Pays	Incidents / Résumé des faits	Brève analyse
Afrique	Guinée	Au moins 6 personnes ont été tuées lors de violentes confrontations avec la police à Coyah et Dubreka (région de Kindia). La population manifestait contre les barrages routiers mis en place pour contrôler le trafic dans le cadre de la lutte contre l'épidémie. Des véhicules de police et un commissariat ont été vandalisés avant que la police tire à balle réelle sur les contestataires.	La répression des forces de l'ordre en Guinée s'inscrit dans un long historique de violence politique, où les activistes politiques et manifestants essuient très régulièrement des intimidations, des agressions et détentions arbitraires par l'appareil sécuritaire de l'Etat.
	Afghanistan	Au moins 6 personnes ont été tuées et 19 autres blessées lors d'un rassemblement devant le bâtiment du gouvernement local de Firoz Koh (province de Ghor) pour dénoncer la mauvaise gestion de l'aide alimentaire. Tandis que des centaines de contestataires ont tenté d'introduire le bâtiment et jetait des pierres à la police déployée sur place, celle-ci aurait ouvert le feu sur la foule.	En Afghanistan, les défaillances de l'Etat dans les provinces pauvres sont cristallisées dans la gestion de la crise sanitaire. Celles-ci peuvent entraîner mécontentement et manifestations, susceptibles de rapidement dégénérer avec l'intervention des forces de l'ordre.
Asie	Kirghizistan	Des activistes ont dénoncé le manque de garanties sur la protection des données personnelles quant à l'utilisation de l'application de tracking « STOP COVID-19 » développée par le gouvernement. Son usage est normalement sur la base du volontariat, or des citoyens ont rapporté avoir été contraints d'installer l'application.	Avec les moyens renforcés octroyés aux forces de l'ordre dans le cadre de la lutte contre l'épidémie, le risque de bavures policières est exacerbé. Il convient d'éviter tout rassemblement.
	Turkménistan	Le gouvernement, qui prétend n'avoir recensé aucun cas de Covid-19, a banni le terme coronavirus du discours public. Les médias internationaux, réseaux sociaux (twitter, Facebook) et certains sites (ex: US Department of State, the Center for Disease and Control) sont bloqués.	

Manifestations et troubles sociopolitiques

Zone géographique	Pays	Incidents / Résumé des faits	Brève analyse
Afrique	Angola	09/05/20 : Luanda (Huambo) : Des affrontements entre la police et des individus lors de la tentative de dispersion d'un rassemblement interdit par les mesures de restrictions ont fait un mort.	Dans de nombreux pays, l'application des mesures de restrictions très strictes a entraîné des bavures policières et abus de pouvoir. Ces incidents ont cristallisé les revendications antigouvernementales déjà présentes dans les pays, donnant lieu à des affrontements souvent violents avec la police et des attaques contre les symboles gouvernementaux. Cette situation est susceptible de s'étendre dans ces pays en particulier abus continuent et si les autorités n'arrivent pas à endiguer la crise sanitaire.
	Mali	11 et 12/05/20 : Kayes : Violentes manifestations suite au décès d'un adolescent tué par un policier qui n'était pas en service. Les participants ont brûlé un bâtiment administratif.	
	Sierra Leone	06/05/20 : Tombo : Des pêcheurs ont attaqué un poste de police et une clinique pour protester contre la décision des autorités de réduire de façon drastique le nombre de bateaux autorisé à sortir en mer. Cette mesure a pour objectif de lutter contre le Covid-19.	
Asie	Inde	09/05/20 : Mora (Maharashtra) : Des travailleurs migrants de la zone industrielle de Surat ont attaqué un poste de police pour protester contre l'interdiction de rentrer chez eux. Une centaine de personnes a été arrêtée.	Au-delà des difficultés économiques et sanitaires, les mesures de restrictions mises en place par les gouvernements pour lutter contre la pandémie ont également des conséquences sociales et familiales importantes, entraînant un réel mécontentement de la population, qui devrait cependant baisser en intensité avec le relâchement de ces mesures.

Manifestations et troubles sociopolitiques

Zone géographique	Pays	Incidents / Résumé des faits	Brève analyse
Europe	Allemagne	09/05/20 : Stuttgart : Manifestation anti-confinement dénonçant l'atteinte aux libertés individuelle engendrée par les mesures de restriction liées à la lutte contre la pandémie.	L'adoption de mesures restrictives strictes ont souvent fait l'objet d'un questionnement sur leur compatibilité avec les libertés individuelles protégées dans les régimes démocratiques. Cette situation se traduit en Allemagne par une augmentation des rassemblements et manifestations, souvent en contradiction avec les mesures de restriction. Au-delà du risque de tensions politico-sociales à longue durée, les autorités craignent que ces mouvements de contestation ne soient instrumentalisés par des groupes virulents pour capitaliser sur le mécontentement populaire et étendre leur idéologie et méthodes d'action.
		09/05/20 : Berlin : Des manifestations dénonçant les mesures de restriction donnent lieu à des affrontements avec la police. 130 personnes ont été arrêtées. La présence de groupes virulents d'extrême droite a été remarquée.	
Moyen-Orient	Israël	Les femmes manifestent dans l'ensemble du pays pour dénoncer l'augmentation du nombre de violences conjugales et domestiques durant le confinement.	Le confinement généralisé de la population a, dans beaucoup de pays, entraîné l'augmentation des violences domestiques. En l'absence de mesures correctrices immédiates, ces situations font émerger un réel mécontentement au sein de la population. Si celui-ci pourrait s'estomper avec le déconfinement, il reste fort probable que les dysfonctionnements gouvernementaux apparus lors de cette période de pandémie donnent lieu à des revendications plus profondes par la suite.

Préconisations



- Se **renseigner sur les mesures spécifiques** de lutte contre la pandémie (heures de couvre-feu, conditions de sortie en cas de confinement), et **respecter scrupuleusement les ordres** donnés par les autorités.
- **Se tenir informé de l'évolution de la situation** politique internet et des changements de législation



- Se munir des **coordonnées téléphoniques de son responsable sûreté** (ou responsable hiérarchique) **et de sa représentation consulaire** ou diplomatique.
- En cas d'arrestation, ne pas hésiter à **appeler son consulat** ou son responsable sûreté.



- Eviter de **commenter ou critiquer publiquement** les décisions politiques internes.
- En cas d'agression physique de la part d'un membre des forces de l'ordre, **ne pas résister**. Se protéger le visage et le ventre en se positionnant en fœtus sur le sol.



- **Eviter les manifestations** ou réunions publiques.
- En cas de manifestation ou de mouvement de foule, **s'éloigner calmement du lieu**.

Terrorisme

Zone géographique	Pays	Incidents / Résumé des faits	Brève analyse
Monde		Le Comité contre le terrorisme du Conseil de l'Europe met en garde contre le risque de bioterrorisme, exacerbé par l'impact de la pandémie actuelle.	L'utilisation intentionnelle d'un agent pathogène ou biologique aurait des conséquences dramatiques, causant des dommages à une échelle d'autant plus importante que les attaques terroristes traditionnelles (ex: attentat à la bombe, tuerie de masse). La pandémie du Covid-19 a mis en lumière la vulnérabilité de populations entières face à la rapidité de propagation du virus ainsi que le dépassement de nombreux Etats dans la gestion de la crise sanitaire et la submersion des services de santé. Les impacts du Covid-19 sur nos sociétés étant tels, les groupes terroristes pourraient ainsi utiliser le ressort du bioterrorisme pour semer le chaos.
Europe	France	Une nouvelle note du Service central du renseignement territorial met en garde sur le risque de radicalisation de la contestation sociale avec le déconfinement. Des commentaires hostiles au gouvernement « avec une véhémence de plus en plus exacerbée » tant de la part de l'ultra gauche que de l'ultra droite ainsi que des Gilets jaunes se multiplient sur les réseaux sociaux. Des appels à manifester émanant de ces différents groupes s'organiseraient pour les semaines à venir. L'un des leaders des Gilets jaunes, qui a appelé à « verrouiller et assiéger Paris » et « tuer » le gouvernement, a été mis en garde à vue le 11 mai avant d'être relâché le lendemain.	De nombreux groupes d'ultras ont appelé à des rassemblements violents et à « l'action directe » lors du déconfinement. La menace venant de ces groupes est présente en France depuis plusieurs années déjà mais pourrait être renforcée par les « carences » présumées de l'Etat dans la crise et des mesures restrictives de libertés adoptées dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Préconisations



- **Se tenir informé de l'évolution de la situation** locale.
- **Respecter les consignes** des forces de l'ordre, les périmètres de sécurité et checkpoints.



- **Rester vigilant** dans les lieux de rassemblement.
- Se tenir à **distance des lieux** de cultes/des bâtiments étatiques/des infrastructures de sécurité/des espaces publics et fortement fréquentés.



- **Signaler tout objet abandonné** ou comportement suspect aux forces de l'ordre.



- En cas d'attaque terroriste suspectée, **s'éloigner** du lieu de l'attaque pour éviter tout sur-attentat et **alerter** les forces de l'ordre.



62 bis, avenue André Morizet
92100 Boulogne Billancourt
FRANCE



TEL: 09 54 100 121



contact@iremos.fr
www.iremos.fr